



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
les services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA unité interdépartementale Vaucluse Arles
84905 Avignon Cedex 9

Avignon, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SERRE FRERES ET CIE

Quartier Saint Jacques
84560 Ménerbes

Références : D-0078-2026
Code AIOT : 0006402060

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement SERRE FRERES ET CIE implanté Les Garrigues de Saint Pantaléon 84220 Gordes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERRE FRERES ET CIE
- Les Garrigues de Saint Pantaléon 84220 Gordes
- Code AIOT : 0006402060
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SERRE Frères et Cie, dont le siège social est situé quartier Saint Jacques à Ménerbes (84

560), est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit " les Garrigues de Saint Pantaléon " sur la commune de Gordes (84 220). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2020, pour une durée de 22 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réserves de produits ou matières consommables	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.1.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
7	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 5.1.1	/	Demande d'action corrective	1 mois
8	suivi des impacts sur le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.1.4.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.2.2	/	Demande d'action corrective	15 jours
10	moyens de lutte contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.5.4	/	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 4.1.4	Susceptible de suites	Sans objet
3	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.3.2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Accessibilité et voies d'accès	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.5.2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Modification des conditions	Code de l'environnement du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'exploitation	01/01/2025, article R181-46 III		
6	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 7.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté cinq non-conformités au cours de cette visite, relatives à la gestion des fuites accidentelles, à l'information du Préfet sur les modifications des conditions d'exploitation, le suivi écologique, à l'accès aux moyens de lutte contre un incendie et à l'entretien des clôtures. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserves de produits ou matières consommables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réserves de produits ou matières consommables
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits absorbants, des kits anti-pollution....</p>
Constats : <p>Constat le 21/09/2022 : l'exploitant n'a pas mis en place les mesures permettant de circonscrire et traiter un éventuel déversement accidentel tel que prévu dans son étude d'impact (équipement des engins de kit anti-pollution, protocole d'intervention).</p> <p>Ainsi, le rapport DREAL du 11 octobre 2022 demandait à l'exploitant, sous 1 mois, d'équiper les engins de kit anti-pollution et d'établir un protocole d'intervention en cas de déversement accidentel de produit polluant (carburants, huiles de systèmes hydrauliques,...).</p>

Constat le 05/02/2026 : par courriel du 15 décembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir mis en place des kits anti-pollution dans ses engins (1 pelle, 2 manitous, 1 chargeuse).

Le jour de l'inspection, un contrôle par sondage a été effectué au niveau de la chargeuse : le kit anti-pollution était absent de l'engin. Toutefois, l'exploitant a présenté les kits anti-pollution présents au niveau de sa réserve sur site. Le protocole d'intervention n'a pas été mis en place, conformément à l'étude d'impact.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, le protocole d'intervention en cas de déversement accidentel sur site. Ce protocole décrira également les modalités d'informations des opérateurs et de contrôle de la présence des kits anti-pollution au niveau des engins.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 4.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Voies de circulation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- . Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- . Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation: Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- . Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou autre traitement,
- . des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
- . Les zones de roulage non revêtues d'un enrobé bitumineux (voies de circulation, carreau de la carrière) sont humidifiées autant que nécessaire au moyen d'un système d'arrosage fixe ou d'une arroseuse mobile, notamment lors d'épisodes venteux.
- . L'exploitant doit réaliser les travaux d'entretien nécessaires au maintien en état de ces pistes.
- . La vitesse des engins est limitée à 20 km/h. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Constats :

Constat le 21/09/2022 : L'exploitant a pris les dispositions suivantes, afin de limiter les émissions de poussières liées aux voies de circulation :

- mise en place de copeaux de bois ;
- installations de 10 asperseurs ;
- limitation de la vitesse à 20 km/h.

L'inspection relève qu'un tronçon de piste, au nord de la zone d'extraction en allant vers la zone de traitement des blocs au BRH, n'a pas fait l'objet des mêmes mesures particulières (asperseurs, copeaux) et présente d'importants dépôts de poussières.

Ainsi, le rapport DREAL du 11 octobre 2022 demandait à l'exploitant, sous 1 mois, de mettre en place les mesures adaptées pour limiter les émissions de poussières sur le tronçon de piste, situé au nord de la zone d'extraction en allant vers la zone de traitement des blocs au BRH.

Constat le 05/02/2026 : par courriel du 15 décembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir étendu son réseau d'arrosage sur toutes les zones circulées. Le jour de l'inspection, la présence du réseau d'arrosage a été constatée, y compris au nord de la zone d'extraction en allant vers la zone de traitement des blocs au BRH.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions et confinement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- + 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- + 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- + Dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- + Dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- + Dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 1000 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est

<p>maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat le 21/09/2022 : Le site de la carrière ne comporte pas de stockage pérenne de liquides susceptibles d'engendrer une pollution des sols. Toutefois, la présence d'un bidon d'huile, sans rétention, a été constatée à proximité de la zone d'extraction. L'exploitant a indiqué que ce contenant allait être déplacé dans les plus brefs délais.</p> <p>Ainsi, le rapport DREAL du 11 octobre 2022 demandait à l'exploitant de déplacer ce contenant vers une zone adaptée, équipée de rétention, en dehors du périmètre de la carrière et veiller à l'absence de stockage de produit chimique sur le site de la carrière, conformément aux mesures décrites dans son étude d'impact afin de limiter la pollution des sols (page 197).</p> <p>Constat le 05/02/2026 : par courriel du 22 septembre 2022, l'exploitant a fait part à l'inspection de l'évacuation du bidon d'huile présent sur la carrière. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de produits polluants sur le site de la carrière.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Accessibilité et voies d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité et voies d'accès
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence de deux accès au moins sous le vent pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les portails d'accès doivent comporter un dispositif facilement manœuvrable par les sapeurs-pompiers conforme au guide technique relatif aux voies de dessertes à usage des sapeurs-pompiers. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Constat le 21/09/2022 : Le site ne dispose pas d'un second accès, permettant au SDIS d'intervenir quelle que soit la direction du vent.</p> <p>Ainsi, le rapport DREAL du 11 octobre 2022 demandait à l'exploitant, sous 2 mois, de réaliser un second accès au site de la carrière permettant au SDIS d'intervenir quelle que soit la direction du vent.</p> <p>Constat le 05/02/2026 : par courriel du 15 décembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir commandé les panneaux accès pompiers, deux blocs et une chaîne cadenassée.</p> <p>Le jour de l'inspection, la présence du second accès depuis le nord de la carrière est constatée. Des panneaux sont présents, afin de le signaler aux services du SDIS.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2025, article R181-46 III
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>par courrier du 18/07/2025, l'exploitant porté à la connaissance de monsieur le Préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un retard dans l'exploitation de sa carrière, en raison de volumes d'extraction plus faibles que prévus ; • la modification des surfaces exploitées, avec une réduction du périmètre d'extraction afin de maintenir une piste côté falaise sur la longueur de l'exploitation ; • une extraction réduite du carreau n°1 qui sera exploité jusqu'à la côte 250 mNGF au lieu de la côte 240 mNGF, en raison d'une moindre qualité du gisement. <p>L'exploitant a transmis à l'appui de son dossier un nouveau plan d'exploitation de la phase n°1.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées prend acte de la réduction de l'emprise de la zone extraite au sein de la carrière, ainsi que du réhaussement de la côte de fond de fouille. Ces modifications sont de nature à réduire les nuisances et inconvénients liés à l'exploitation du site et, de ce fait, sont non-substantielles au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement et ne nécessitent pas l'édition de prescriptions complémentaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Niveaux sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 7.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée trois mois au maximum après la mise en service de l'installation sous condition de période d'extraction prévue à l'article 2.3.4.2, puis tous les ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Dans tous les cas, les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport du 3 novembre 2025, relatif aux dernières mesures des niveaux sonores effectuées le 28 octobre 2025. Ce rapport mentionne une conformité aux valeurs réglementaires, en émergence et en limite de site, pour l'ensemble des dix points contrôlés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Origine des approvisionnements en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 5.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Origine des approvisionnements en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans soit au niveau du bassin de rétention des eaux pluviales de la carrière, soit dans le bassin de rétention des eaux de lavages de la taillerie.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat le 21/09/2022</u> : L'exploitant a complété son dispositif d'alimentation en eau du site via la</p>

mise en place d'une cuve 10 m³, afin de disposer en permanence du volume d'eau nécessaire pour alimenter les asperseurs (cuve autonome, non reliée au réseau AEP). Par ailleurs, il précise que des démarches sont en cours afin de relier le site au réseau du canal d'irrigation, afin de répondre aux besoins en eau industrielle de la carrière et de la taillerie.

L'inspection prend note des démarches engagées afin de relier le site au canal d'irrigation. Cette modification des conditions d'alimentation en eau de la carrière devra être portée à la connaissance de madame la Préfète, sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport, avec tous les éléments d'appréciation (notamment volumes annuel et journalier maximaux), conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Constat le 05/02/2026 : le jour de l'inspection, le site est toujours alimenté par une cuve mobile. L'exploitant précise que les travaux permettant de relier la carrière au réseau du canal de Provence vont débuter la semaine suivante. A cet effet, il présente le devis associé à ces travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 1 mois, porter à la connaissance de monsieur la Préfet, la modification des conditions d'approvisionnement en eau de la carrière (notamment volumes annuels et journaliers maximaux, dispositif de comptage,...), conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : suivi des impacts sur le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.1.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, suivi des impacts sur le milieu naturel

Prescription contrôlée :

[...]Un suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes aux abords du le site est réalisé par une structure naturaliste dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis au moins tous les 5ans. Ce suivi porte sur l'ensemble des terrains autorisés par le présent arrêté.

Les constatations qui sont faites au cours de ce suivi et tout document relatif à ce suivi sont transmis à l'inspection des installations classées et au service biodiversité, eau et paysage (SBEP) de la DREAL. Les recommandations pour la protection des espèces potentielles présentes formulées par la structure naturaliste susvisée sont suivies par l'exploitant durant toute la durée de la présente autorisation.

Constats :

Le suivi quinquennal qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore n'a pas encore débuté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit, sous 2 mois, transmettre le devis validé pour la réalisation du suivi écologique quinquennal, qui devra débuter sous 3 mois. Les constatations faites seront transmises à la DREAL dans le cadre du rapport d'activité relatif à l'exercice 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, clôtures et barrières
Prescription contrôlée : <p>Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site. Le danger est signalé par des pancartes placées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière ; • à proximité des zones clôturées. [...]
Constats : <p>Un contrôle par sondage de la clôture a été réalisé le jour de l'inspection. Ce contrôle a montré que la clôture était partiellement endommagée au nord ouest du site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit, sous 15 jours, rétablir la clôture au nord ouest du site. Un contrôle de l'ensemble du site devra également être effectué et, le cas échéant, les réparations apportées au niveau de la clôture et du panneautage. Les justificatifs relatifs à ces réparations seront transmis à l'inspection des installations classées sous le même délai.</p> <p>L'inspection invite également l'exploitant à mettre en place un registre de suivi des clôtures, mentionnant notamment les dates des contrôles effectués, ainsi que les réparations apportées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : moyens de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2020, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre un incendie

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un point d'eau d'incendie (PEI) offrant une réserve de 120 m³ au minimum à une distance de moins de 100 m de l'entrée du site de la carrière (distance mesurée en parcours réel) et dont l'emplacement devra avoir recueilli l'avis du SDIS 84. Cette réserve d'eau sera maintenue à niveau constant, accessible et équipée d'une aire d'aspiration, conforme au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI), qui demeurera dégagée ; [...]
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, il a été constaté que l'accès à la bâche incendie était encombré par une palette de pierre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, dès réception du présent rapport, libérer l'accès à la bâche incendie. Il est également demandé, sous 1 mois, de mettre en place un affichage à proximité de la bâche rappelant la nécessité de maintenir l'accès dégagé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 jour</p>